

**Résilience des systèmes alimentaires :
pistes de réflexion pour redessiner
nos territoires alimentaires en Europe
à partir d'un cas d'étude**

Prologue

Printemps 2020: Une coopérative en début de pandémie de la Covid-19

Nous sommes le 11 mars 2020. Dans l'entrepôt de la coopérative wallonne (Belgique) « L'oignon fait la force¹ » qui commercialise les produits d'une trentaine de producteurs en circuit court, le travail va bon train. Stéphanie et Jeff circulent entre la chambre froide de l'entrepôt et le magasin pour approvisionner les rayons avant l'ouverture. Comme le dit Jeff, « Il faut de l'opulence, de l'opulence ! Il faut que ça déborde ». L'ouverture du magasin est prévue à 10 heures. Une semaine normale. Presque normale. Car si les employés se faisaient la bise en début de semaine, quasiment tout le monde est passé à une salutation « pied à pied » en seulement deux jours. Le coronavirus est sur toutes les langues, des déclarations de Donald Trump à l'augmentation inquiétante des cas en Belgique et à travers le monde. Dans l'entrepôt, Laurent, François et Antoine commencent la préparation des paniers de légumes pour les livraisons de la fin de semaine. Les producteurs sont situés en milieu rural mais la coopérative distribue majoritairement ses paniers en ville. C'est une semaine exceptionnelle. Le récapitulatif des commandes hebdomadaires en ligne indique plus de 2 000 produits et 170 paniers de légumes variés. D'habitude, les ventes tournent davantage à 1 500 produits par semaine. Alors que les légumes sont conditionnés en paniers et sachets, les flashes info à la radio commentent à l'unisson la montée en puissance du coronavirus.

¹ Afin de préserver l'anonymat de nos interlocuteurs, les noms de coopératives et d'acteurs de terrain sont des noms d'emprunt.

Le confinement généralisé est décrété 6 jours plus tard (le 17 mars 2020) pour la Belgique. S'ensuit un accroissement de l'affluence dans le magasin de la coopérative. L'augmentation du nombre de clients est certes notable, mais c'est avant tout les volumes moyens d'achats et dès lors la valeur monétaire moyenne des achats qui décollent. Les consommateurs sont confinés et assurent trois repas quotidiens à la maison, sept jours sur sept. Du côté des commandes en ligne, c'est l'explosion. De nouveaux clients s'inscrivent chaque semaine tant et si bien que les responsables décident de geler durant une semaine l'inscription des nouveaux venus afin d'éviter le risque de ne pas honorer les commandes des habitués. Quelques semaines après le début du confinement, la barre des 4 000 produits hebdomadaires et des 350 paniers est dépassée et de nouveaux clients gonflent la liste des inscrits à la coopérative. Cette tendance est également relatée dans différents services de commercialisation de produits locaux, notamment dans les magasins de vente à la ferme de producteurs qui fournissent la coopérative. Chez l'un d'eux, le chiffre d'affaires passe du simple au double. Quelques tensions impactent l'approvisionnement concernant les produits achetés aux partenaires extérieurs à la coopérative. La crise du coronavirus a eu lieu en pleine « soudure », ce moment particulier de l'année où les productions propres des producteurs-coopérateurs viennent à manquer et où le magasin et le système de paniers sont alimentés en partie par un grossiste bio, commercialisant des produits belges mais également d'importation. « Les prix étaient bizarres, plus élevés que d'habitude pour certains fruits et légumes », explique le responsable des achats. En Italie, la coopérative « Nostro Paese », qui fournit en agrumes et autres fruits du sud la coopérative « L'oignon fait la force », a d'abord vu ses commandes d'agrumes chuter, avant de repartir à la hausse. « Les gens pensaient sans doute que les fruits aussi étaient malades », confie le responsable de la logistique.

Parallèlement à ces observations de terrain, les stocks de pommes de terre issues des filières de monocultures conventionnelles, belges, habituellement destinées à la restauration et

à l'exportation, ne trouvent pas preneur. Le secteur de la pomme de terre belge exporte 80 % de sa production en produits surgelés (Belpotato, 2020). Le 25 mars 2020, l'organisation interprofessionnelle de la pomme de terre tire la sonnette d'alarme. Le 27 avril, la demande mondiale en pommes de terre a chuté de 40 % et des producteurs se retrouvent avec des tonnes de pommes de terre sur les bras alors que celles-ci vont bientôt germer (RTBF, 27/04/2020). Les prix s'effondrent. Le 29 avril, les prix sont historiquement bas. Cent kilos de pommes de terre se vendent un euro contre vingt euros avant la crise (7sur7, 29/04/2020).

Au niveau international, de nombreuses institutions tirent la sonnette d'alarme. FAO, OMS, OMC, PAM ou ONU mettent en garde contre les mesures protectionnistes qui menacent les chaînes d'approvisionnement, augmentent le risque de pénurie alimentaire et fragilisent les plus démunis². Les rédacteurs de la stratégie européenne « Farm to Fork » soulignent les difficultés causées par la pandémie telles que des « perturbations logistiques des chaînes d'approvisionnement, des pénuries de main-d'œuvre, la perte de certains marchés et les changements d'habitudes des consommateurs » (UE, 2020). À ces recommandations institutionnelles émises dans le courant de la première vague de la Covid-19, s'ajoutent de nombreuses prises de positions scientifiques et citoyennes sur cette même thématique³.

2 Voir notamment <https://www.theguardian.com/global-development/2020/mar/26/coronavirus-measures-could-cause-global-food-shortage-un-warns>; <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1268772/icode/>; <https://www.wfp.org/news/Covid-19-will-double-number-people-facing-food-crises-unless-swift-action-taken>; <https://www.onu-tn.org/uploads/actualites/15924091661.pdf>

3 Voici une liste non exhaustive des appels lancés en Belgique durant le confinement : « Face à la crise historique engendrée par la pandémie de coronavirus. Organisons notre sécurité alimentaire ! » La Libre Belgique, 6/04/20 ; « Covid-19 soutenons les paysans ! Relocalisons nos systèmes alimentaires » ReSAP et AiA, 12/04/20 ; « Covid-19 ? Regardons dans nos assiettes ! » Paroles aux experts UNamur Nicolas Dendoncker ; « Ce Qui Fait Débat. Covid-19. La sécurité alimentaire belge, enjeu vital avec Olivier de Schutter » ; « Lockdown Exit Strategy-Sécurité alimentaire » (pp. 197-202) <https://07323a85-0336-4ddc-87e4-29e3b506f20c>.

Introduction

La pandémie de la Covid-19 est venue interroger la résilience de nos systèmes alimentaires. Nous entendons la résilience alimentaire comme « la capacité d'un système alimentaire, structuré à plusieurs échelles, à fournir une alimentation suffisante, appropriée et accessible à tous, au cours du temps, tout en faisant face à des perturbations multiples, voire imprévisibles » (Tendall et al., 2015, p. 19 ; cité et traduit par Gallien et al., 2019). Le printemps 2020 semblait réunir les éléments scénaristiques des prémices d'un film catastrophe. Une crise planétaire, des mises en garde, des tensions. Mais il rassemblait également l'espoir d'une promesse d'un « monde d'après » comme le nomme et le revendique une partie de la société civile soutenant un changement radical des modes de fonctionnement de nos sociétés. Plus d'un an après le début de la pandémie, le « monde d'après » se fait toujours attendre et l'effondrement n'a pas eu lieu. Du moins pas celui attendu. Les pénuries n'ont pas pris place mais la précarité s'est par contre installée. Les restaurants sociaux se sont remplis alors qu'une crise économique s'installait et le nombre de repas distribués en Belgique par les banques alimentaires a subi une augmentation de 24 % entre 2019 et 2020 (La Libre, 2021). Du côté des systèmes alimentaires alternatifs, si le confinement de mars à juin 2020 a considérablement accru la fréquentation des magasins bio, des magasins à la ferme (Biowallonie, 2020), ainsi que des coopératives de distribution de produits locaux, la situation est plus mitigée en fin d'année. Si certains producteurs ont gardé un niveau de vente légèrement plus élevé, d'autres ont vu leurs chiffres de vente revenir à la normale alors que la pandémie s'installait dans la durée.

filesusr.com/ugd/860626_731e3350ec1b4fcca4e9a3faedeca133.pdf; « Anticiper une crise alimentaire Résilience et souveraineté alimentaire » Plan Sophia pp. 20-22 ; « Agriculture-alimentation : c'est maintenant qu'il faut réorienter la PAC » <https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/agriculture-alimentation-c'est-maintenant-qu-il-faut-reorienter-la-pac/10113444.html>.

Au-delà de l'effondrement des chaînes d'approvisionnement du secteur de la restauration à l'arrêt, nos systèmes alimentaires globaux se sont montrés relativement résilients. Doit-on pour autant ne pas les remettre en question ni interroger ce que cette crise de la Covid-19 signifie pour ceux-ci? Nous pensons qu'il s'agit d'un exercice nécessaire mais que les leçons de la crise de la Covid-19 ne se situent pas tant dans la réaction de nos systèmes alimentaires à ce choc que dans l'adaptation de nos sociétés pour faire face à cette crise sanitaire. En mars 2020, si le confinement n'a été simple pour personne, celui-ci a reçu un accueil favorable de la population dans les pays d'Europe de l'Ouest et a même amélioré, du moins temporairement, la confiance des citoyens dans leur gouvernement (Bol et al., 2020). La ligne claire des gouvernements a été accueillie positivement car il y avait une compréhension partagée des enjeux sans discours contradictoire. Des changements comportementaux massifs ont eu lieu pour répondre à une menace. La crise sanitaire a mis en évidence une grande acceptation de la population à opérer des changements dans leurs comportements pour faire face à une menace collective.

Telle est la leçon de cette crise sanitaire que nous pensons pouvoir appliquer à nos systèmes alimentaires. Si ceux-ci font face à de nombreuses menaces connues depuis longtemps, ces dernières n'ont pourtant pas entraîné de changements radicaux de nos modes de fonctionnement. Changements climatiques, effondrement de la biodiversité, dépendance au pétrole, fragilité intrinsèque de l'agriculture industrielle, sont autant de menaces qui devraient imposer une reconfiguration rapide de nos systèmes alimentaires pour les rendre plus résilients. Telle une piqûre de rappel, ces multiples fragilités, connues de longue date, sont développées en première partie de cet article.

La seconde partie de l'article est axée sur la sortie de crise de nos systèmes alimentaires. Si une forme de reterritorialisation nous semble capitale, elle ne se résume pas au retour à une

autarcie territoriale qui n'a jamais existé. Le territoire que nous mettons en avant inclut mais aussi dépasse le territoire compris comme une entité géographique bien délimitée. Selon les mots de Bruno Latour, le territoire peut se penser :

« non pas comme un segment de cartes en deux dimensions, mais comme ce dont on dépend pour subsister, ce que l'on est capable d'explicitier ou de visualiser, ce que l'on est prêt à défendre » (Latour, 2015, pp. 834-835).

Si pour Latour « les Terrestres doivent pouvoir dessiner les territoires dont ils dépendent pour exister » (Latour, 2015, p. 783), nos sociétés sont devenues bien incapables de percevoir les multiples dépendances, rendues floues par les chaînes d'approvisionnement globales, qui caractérisent notre alimentation. Nous pensons qu'il y a urgence à redessiner nos territoires alimentaires en mettant en avant quatre composantes oubliées ou niées, pourtant capitales pour accroître notre résilience :

1. Nous défendons premièrement un foisonnement de chaînes d'approvisionnement liant les terres agricoles et les fermes aux populations qui s'en nourrissent. Local, transrégional, transeuropéen, il convient de multiplier les échelles territoriales de façon consciente et volontaire.
2. Ce foisonnement doit être habité par une multitude de producteurs vivant dignement d'agricultures différenciées.
3. Pour soutenir ces agricultures et pour faire face aux crises environnementales et climatiques, nous appelons à une vaste réforme du système semencier axée tant sur la réappropriation et le réancrage territorial de la sélection des semences par les producteurs que sur une plus grande liberté de circulation des semences issues de la longue histoire de domestication du végétal par l'espèce humaine.
4. Enfin, les territoires alimentaires que nous appelons doivent remettre la biodiversité et le vivant en leur cœur. Il s'agit surtout de prendre acte de notre appartenance au vivant et notre dépendance à celui-ci pour produire notre nourriture.

Des systèmes alimentaires en crise

Dans le cadre des systèmes alimentaires tant du côté de la production que du côté de la distribution, nous constatons que nous faisons face à de multiples crises. Si les systèmes alimentaires globaux ont plus ou moins tenu le choc de la pandémie, il convient tout d'abord de rappeler leur fragilité. Il y a quelques mois à peine, le décès de plusieurs centaines de milliers de personnes en Europe suite à cette pandémie était impensable sur ce continent qui rassemble quatre des dix économies les plus prospères de la planète (Italie, Royaume-Uni, France et Allemagne) et qui disposent d'une sécurité sociale et d'un système de santé parmi les plus performants. Balivernes, scénario peu crédible, fiction, tous ces qualificatifs auraient été mis en avant pour disqualifier ce qui est pourtant aujourd'hui notre quotidien. Si la possibilité d'une crise majeure de l'approvisionnement via ses circuits globalisés relève tout autant de l'impensable⁴, les fragilités sont pourtant nombreuses. Pour commencer, notre dépendance au pétrole nous fragilise dans un contexte où le pic de production de pétrole conventionnel a été atteint en 2008 et où celui des pétroles non conventionnels (schiste, sable bitumé...) devrait être atteint d'ici à 2025 (Auzanneau, 2019). Ensuite, un contexte climatique et géopolitique fragile pourrait affecter tant la production alimentaire que son transit par un des 14 «goulots d'étranglement» qui concentrent plus de 50 % de la circulation mondiale des principales cultures d'exportation (riz, soja, maïs, blés...) et/ou fertilisants. Loin d'être invulnérables, ceux-ci ont déjà été entravés dans leur fonctionnement par le passé, en raison d'évènements climatiques ou géopolitiques (Bailey et Wellesley, 2017). Enfin, le risque accru de zoonoses en raison d'une pression

⁴ À titre d'illustration, en Belgique, au cœur de la crise de la Covid-19, les groupes d'experts (qu'il s'agisse du Conseil national de sécurité ou du Groupe d'experts en charge du déconfinement) ont jugé que les questions alimentaires et agricoles ne constituaient pas un dossier urgent.

toujours plus forte sur les écosystèmes et du développement de l'élevage intensif (IPES-FOOD, 2020) est aujourd'hui une réalité.

De plus, le contenu de nos assiettes est hautement dépendant de ces chaînes d'approvisionnement globalisées. En Belgique, nous importons 66 % des céréales panifiables, 80 % des fruits et légumes, 85 % des produits de l'élevage ovins et caprins mais aussi huiles végétales, poissons, légumineuses et soja à destination de l'élevage industriel. Au niveau wallon, le taux d'autoapprovisionnement (c'est-à-dire le taux de production locale par rapport à la consommation) n'est que de 17 % pour les fruits et légumes frais (FWH, 2018) ; 33 % pour les céréales panifiables (Scenagri, 2020) ; 10 à 15 % pour les élevages ovins et caprins (Filagri, 2020). Seules les pommes de terre semblent sortir du lot. La production est 16 fois supérieure au besoin national de consommation. Ce qui ne fait que confirmer l'encastrement dans un système globalisé.

Le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité mettent en péril la production alimentaire mondiale. Tel un serpent qui se mord la queue, l'agriculture contribue majoritairement à la perte de biodiversité et aux changements climatiques, mais sera affectée par les conséquences de ces crises. L'agriculture émet ainsi 10 % de la totalité des gaz à effet de serre européens (EEA, 2019, p. 36), et 38 % en ce qui concerne les émissions de méthane. D'ici à 2050, les changements climatiques devraient provoquer une perte de 1 % en moyenne de la production sur le territoire européen, avec de larges différences entre le nord et le sud de l'Europe (EEA, 2019, p. 41). Les événements météorologiques et climatiques extrêmes seront susceptibles de réduire fortement le rendement de certaines cultures et d'augmenter le risque de perte de cultures avec des conséquences sur les prix et sur la sécurité alimentaire (EEA, 2019, p. 43). Comme l'écrit Evan Fraser en mars 2020 au sujet de la situation en Amérique du Nord,

« Le changement climatique, après tout, rend la nourriture plus difficile à produire. Qu'en serait-il si nous faisons face à une sécheresse majeure en Europe ou en Asie comme nous l'avons eu de 2010 à 2011 ? Ou une autre grosse sécheresse du Midwest similaire à la situation en 2012 et 2013 ? (...) Aujourd'hui, la sagesse conventionnelle est que la cité moyenne en Amérique du Nord dispose de 3 jours d'approvisionnement de nourriture fraîche (la nourriture séchée, en conserve ou préservée d'une autre manière durera un peu plus longtemps). Ceci, selon certains, signifie que nous sommes seulement à "neuf repas de l'anarchie" (Simms, 2010). Heureusement, les magasins d'Amérique du Nord ont des chaînes d'approvisionnement sophistiquées ; donc personne ne suggère sérieusement que les achats en panique des derniers jours qui ont vidé les rayons persisteront. Néanmoins, les systèmes dont nous dépendons sont, de bien des manières, fragiles et intrinsèquement vulnérables » (Fraser, 2020).

Par ailleurs, les méthodes de l'agriculture industrielle sont à l'origine de la majorité de la perte de biodiversité en Europe, à travers par exemple la disparition ces trente dernières années de plus de 50 % de la biomasse des insectes (Seibold et al., 2019). Pourtant cette disparition affecte particulièrement l'agriculture et on estime une perte financière au niveau mondial située entre 235 à 677 milliards de dollars US par an en raison de l'extermination des insectes (IPBES, 2019a ; IPBES 2019b). De plus, le :

« système alimentaire industriel montre une forte vulnérabilité, notamment du fait de l'uniformité génétique des monocultures et de l'élevage et de la faible autonomie productive et alimentaire de certaines régions » (Fraser et al., 2005 ; Hodbod et Eakin, 2015 ; Urruty et al., 2016 ; cités par Gasselín et al., 2021).

Enfin, nos systèmes alimentaires sont extrêmement inégaux et intimement liés à ce que la commission du Lancet nomme la « syndémie globale » qui relie les pandémies de l'obésité, de la sous-nutrition et du changement climatique (Swinburn et al., 2019).

C'est pourquoi il nous semble plus que nécessaire de sortir de cette pandémie non pas vers un retour « à l'anormale » comme l'énoncent des slogans citoyens, mais dans une optique de résilience face aux chocs à venir afin d'anticiper des menaces certaines et incertaines, et d'apprendre à vivre avec et à minimiser les impacts des catastrophes.

Redessiner les composantes essentielles de nos territoires pour favoriser la résilience des systèmes alimentaires

En Europe, la stratégie « De la ferme à la table » publiée en mai 2020 par la Commission européenne invite à un changement des modes de production et de consommation. Dans cette stratégie non contraignante,

« L'Union se fixe pour objectifs de réduire l'empreinte environnementale et climatique de son système alimentaire et de renforcer sa résilience, de garantir la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique et de l'appauvrissement de la biodiversité, de piloter une transition mondiale vers une durabilité compétitive de la ferme à la table et d'exploiter les nouvelles opportunités » (UE, 2020).

Ce texte marque le soutien de l'Union européenne à une transition des systèmes alimentaires, incluant la production, le transport, la distribution et la commercialisation, pour que ceux-ci présentent une incidence environnementale positive ou neutre et répondent aux défis générés par les changements climatiques.

Les critiques à l'égard de la Farm to Fork Strategy vont bon train. À travers le couplage des objectifs environnementaux à une garantie de sécurité alimentaire et au maintien de prix abordables des denrées alimentaires tout en assurant une distribution plus équitable des gains dans les chaînes d'approvisionnement (UE, 2020) cette stratégie peut paraître ambitieuse. Cependant, elle reste trop floue pour constituer une véritable rupture avec le fonctionnement actuel des systèmes alimentaires.

Le territoire peut se concevoir au travers des liens idéels, organisationnels et matériels qui s'établissent entre les sociétés et leurs espaces (Lévy et Lussault, 2013; cité par Gasselinet al., 2021, p. 19). À travers la globalisation, les territoires alimentaires se sont fortement étendus, connectant par l'alimentation des sociétés et des espaces parfois lointains via des chaînes d'approvisionnement globales. Ce faisant, les contours de ces territoires sont également apparus plus flous, presque effacés. Nous pensons que pour faire face aux crises à venir, nos territoires alimentaires doivent être redessinés en réaffirmant, pour paraphraser Latour, ce dont nous dépendons pour subsister, ce que nous sommes capables d'explicitier ou de visualiser, ce que nous sommes prêts à défendre (Latour, 2015, pp. 834-835). Nous souhaitons donc remettre au cœur de nos territoires alimentaires les composantes suivantes :

- Un foisonnement de chaînes d'approvisionnement : Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est développée une agriculture standardisée, reliée aux chaînes d'approvisionnement globales. Si ces dernières sont multiples – les pommes vendues au supermarché peuvent tout à la fois venir d'Europe, d'Amérique du Sud ou de Nouvelle-Zélande – elles se sont construites sur une même logique d'aliénation, rompant tout lien entre le producteur, ses produits et le consommateur. L'agriculture standardisée s'est de ce fait coupée des populations avoisinantes qui ne connaissent généralement pas l'origine de leur nourriture. Il s'agit donc

de densifier et de multiplier les connexions entre les terres agricoles et les populations qui s'en nourrissent au-delà de la seule voie aliénante des marchés globalisés.

- Une multitude de producteurs : Depuis des décennies, l'évolution de l'agriculture a fait dramatiquement décroître le nombre de producteurs. La Politique agricole commune (PAC) a orienté le système de production vers une agriculture toujours plus productive et mécanisée et donc nécessitant moins de main-d'œuvre. À travers une réorientation de la PAC, il faut reconnaître à nouveau la place des producteurs dans nos territoires et refaire de l'agriculture un métier d'avenir.
- Un système semencier plus ouvert et participatif : Au-delà du confinement de l'héritage semencier des terroirs dans des banques de semences déconnecté de leurs environnements comme la réserve mondiale de semences à Svalbard (Norwegian Ministry of Agriculture and Food, 2020), tout en faisant reposer une agriculture globale sur quelques variétés privatisées, il nous apparaît plus qu'opportun d'encourager la culture et l'échange à plus grande échelle des semences présentant par leur diversité génétique un potentiel adaptatif face au changement climatique⁵, soit une biodiversité cultivée (Bonneuil et Fenzi, 2011). Pour ce faire, il faut libérer les semences du système actuel de protection intellectuelle, du référentiel restrictif de Distinction, Homogénéité, Stabilité comme unique point de passage obligé pour permettre la mise en circulation entre professionnels via le « Catalogue »⁶. Plutôt que la réplication infinie d'une même semence, une réappropriation de la

5 Variétés de population également nommées semences paysannes, semences anciennes, semences libres de droits à pollinisation ouverte.

6 Une variété ne peut être multipliée ou commercialisée dans l'Union européenne que si elle est inscrite préalablement au catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes (<https://agriculture.wallonie.be/catalogues-nationaux-des-varietes>).

sélection par les producteurs est nécessaire et permettrait de cultiver et de sélectionner les semences au sein des champs, favorisant de ce fait leur adaptation au changement climatique (Dufumier, 2015) récolte après récolte.

- La biodiversité et le vivant : La mise à mal sans précédent de la biodiversité déforce la survie même de l'humanité. Dès lors, les niches de conservation et de préservation sont nécessaires mais non suffisantes. L'enjeu est d'essaimer la biodiversité en dehors du confinement dans des zones de « réserve ». Cela implique de construire de nouvelles relations entre vivants humains et non humains (Larrère et Larrère, 2015). Il s'agit de prendre conscience de la nécessité de ces non-humains dans les territoires que nous occupons.

Chacun de ces éléments sera développé dans la suite de ce texte en partant d'un exemple issu du terrain.

Un foisonnement de chaînes d'approvisionnement

En Région wallonne, Stéphane, un producteur en conventionnel sur grande surface (plus de 100 hectares) a décidé il y a une dizaine d'années de se convertir petit à petit, parcelle après parcelle à l'agriculture biologique. Cette agriculture qu'il considérait auparavant comme de la « négligence labélisée » est petit à petit devenue une nécessité. De fil en aiguille, Stéphane et sa famille ont également fait le choix d'ouvrir un magasin à la ferme. « Maintenant, je connais mes voisins », se plaît-il à dire. Il est également fournisseur d'une coopérative de producteurs alternatifs de sa localité et a converti une parcelle en cultures maraîchères sur petite surface. Les terres de Stéphane se sont partiellement reconnectées à la population alentour et montrent une voie de développement alternatif dont la logique pourrait être poussée plus loin avec, par exemple, des circuits alternatifs de transformation de ses produits.

Dans la même région que Stéphane, les maraîchers de la ferme du Héron vendent chaque semaine leur propres produits mais complètent leur offre avec des fruits et légumes produits par d'autres producteurs. La collaboration commerciale constitue un levier important pour la prospérité de chacun. Si on retrouve dans leur étalage les pommes de terre de Stéphane, l'achat-revente n'implique pas uniquement des partenaires locaux mais peut se tourner vers la collaboration internationale. Durant l'hiver, les agrumes de la coopérative italienne « Nostro Paese » occupent une place de choix dans leur approvisionnement. Chaque semaine, des milliers de kilos d'agrumes partent de la coopérative sicilienne « Nostro Paese » vers plusieurs pays d'Europe. Les agrumes de « Nostro Paese » sont livrés à la coopérative wallonne « L'oignon fait la force » et par ce biais à la ferme du Héron. Ils nourrissent quotidiennement les centaines de clients wallons et bruxellois de cette coopérative. Quand ils se retrouvent sur l'étal du marché hebdomadaire de la ferme du Héron, ils ont déjà permis une juste rémunération à une longue série d'acteurs. Il s'agit des paysans siciliens qui peuvent vendre leurs agrumes à un prix jusqu'à quatre fois supérieur en comparaison aux circuits conventionnels, il s'agit des employés de la coopérative « Nostro Paese » qui assurent les récoltes, le tri, la logistique, l'expédition des produits, il s'agit de la coopérative « L'oignon fait la force » qui redistribue ces agrumes à ses producteurs et à ses clients et il s'agit enfin des maraîchers de la ferme coopérative du Héron qui obtiennent une rémunération complémentaire par la vente de ces produits. Ces agrumes sont les maillons d'une chaîne de prospérité qui souligne l'importance du commerce équitable entre producteurs comme un levier vers une meilleure rémunération.

Partant d'une production initiale caractéristique du terroir, la globalisation des échanges commerciaux a conduit à la sélection de produits standardisés supportant aisément le transport sur de longues distances, d'une part, et d'autre part à la spécialisation de régions dans la production de produits spécifiques en adéquation avec les logiques de haute productivité et leurs outils. Chaque

nouvelle étape dans le développement de techniques spécialisées renforce toujours cette course et cette compétition généralisée entre exploitations et entre régions.

« À chaque étape du développement, les inégalités initiales ont donc été amplifiées par des inégalités supplémentaires, qui étaient elles-mêmes fonction de ces inégalités initiales. Les exploitations et les régions avantagées au départ ont ainsi investi et progressé plus que les autres, et d'étape en étape elles se sont retrouvées toujours plus avantagées. (...) Enfin, au cours de ce processus, les exploitations les moins bien situées, les moins capitalisées, les moins bien dimensionnées et les moins productives se sont trouvées un jour ou l'autre dans l'incapacité d'investir suffisamment pour franchir une nouvelle étape de développement » (Mazoyer et Roudart, 2002, Belgique).

Ainsi, en France, si les grandes plaines du centre, du nord et de l'est de la France sont majoritairement dominées par les grandes cultures (27 % du total), les exploitations bovines lait et viande sont quant à elles situées principalement dans le grand ouest et les zones montagneuses (20 % du total). La production de fruits et légumes est concentrée dans la vallée du Rhône et le sud de la France (7 % du total). Enfin, la viticulture est davantage présente dans certains territoires (Bordeaux, Bourgogne, Loire, Provence... ; 14 % du total) (HBS, 2019, p. 12). Et comme nous l'avons vu plus haut, la Belgique s'est notamment spécialisée dans la production de pommes de terre destinées à l'exportation, dans les céréales destinées à l'alimentation animale ou encore dans la viande de la race bovine blanc bleu belge.

Le renforcement des projets « scalables » a été induit par le développement de techniques de production à grande échelle. Ce terme est repris d'Anna Tsing (2017). Il exprime l'idée d'un projet qui est indépendant de son échelle et donc potentiellement reproductible à une échelle de plus en plus large. Cela peut aussi bien s'appliquer à une entreprise, à une variété (même si certaines

adaptations peuvent être nécessaires) ou à une technique comme l'utilisation d'intrants chimiques. Ce sont majoritairement les productions scalables qui ont traversé les décennies qui nous séparent de la Seconde Guerre mondiale, portées par des exploitations qui ont pu changer d'échelle de culture, de quelques hectares à quelques dizaines d'hectares, par la mécanisation, la motorisation, la chimisation, la spécialisation et la sélection variétale (Mazoyer et Roudart, 2002). Exit donc les petites fermes diversifiées en terrain difficile, peu accessibles, avec des techniques culturales ou des variétés taillées sur mesure pour leur territoire. Dans un monde globalisé, les exploitations scalables, qui bénéficient d'importants subsides de la PAC, ont été et sont toujours de facto celles mieux connectées au commerce mondial et combinant des techniques culturales issues de l'agro-industrie et les caractéristiques pédologiques et climatiques permettant l'implantation de celles-ci. Les terres agricoles et les fermes ont été majoritairement confinées dans un seul paradigme de production extrêmement dépendant des échanges globaux et donc sensibles aux chocs pouvant affecter ceux-ci. Ce faisant, ces terres, tournées vers les chaînes d'approvisionnement globales, se sont petit à petit coupées de l'approvisionnement direct des populations avoisinantes. Sans prôner une autarcie et donc l'unicité des chaînes d'approvisionnement vers l'intérieur d'une région ou d'un pays, une politique européenne adéquate devrait néanmoins inciter à développer davantage ces filières d'écoulement et à inscrire la multiplication des chaînes d'approvisionnement au cœur d'une politique de souveraineté alimentaire basée sur les complémentarités entre les agricultures. Par exemple, la coopérative wallonne « L'oignon fait la force », ne commande des tomates à la coopérative sicilienne qu'au milieu du printemps, quand les tomates des producteurs wallons tardent encore à arriver mais que la demande de tomates des clients se fait de plus en plus insistante. De cette tension commune à bien des projets alimentaires alternatifs, entre la pureté d'une vente de produits uniquement de saison portée par les producteurs et la demande des clients d'une offre plus proche de la grande distribution, est

né ce compromis. Les tomates siciliennes temporisent, ont leur rôle de produit d'appel pour les tomates belges et ne viennent en rien concurrencer celles-ci. C'est bien une complémentarité des agricultures européennes qui est recherchée, garantissant ainsi la prospérité des agriculteurs au sein de leurs territoires. Malgré la distance qui sépare la Sicile de la Belgique, ces relations commerciales s'inscrivent par certains aspects dans la philosophie du circuit court, reposant sur la confiance et contournant les distributeurs globaux qui s'approprient une grande partie de la valeur des produits au détriment des producteurs. Ce qui nous amène à la question du revenu de ces producteurs et agriculteurs.

Une multitude de producteurs

À la ferme du Héron, les premières semaines de l'année sont consacrées à la planification de la prochaine saison. Équilibrer le budget constitue un exercice important. Pour cette nouvelle année 2021, cette petite structure assurera du travail au champ, en dehors de la commercialisation, à trois maraîchers indépendants, une ouvrière agricole, deux ouvriers en compagnonnage, un saisonnier, deux stagiaires professionnels et un stagiaire en réinsertion sociale. Cette ferme pratique une agriculture agroécologique qui contribue à la biodiversité du lieu et est intégrée dans la vie locale (visite d'écoles, stages...). Pour tous ces services et pour l'emploi et la formation d'une dizaine de personnes, la PAC subsidie cette ferme à hauteur de 1 000 euros par an, soit approximativement 0,5 % de son chiffre d'affaires. Il s'agit approximativement du montant nécessaire pour assurer la certification bio.

À l'autre bout du spectre, Stéphane, producteur bio sur grande surface, dispose d'un financement confortable de la PAC mais rencontre également des freins lorsqu'il s'agit d'innover dans une direction alternative. Engager une personne supplémentaire pour agrandir sa parcelle maraîchère biologique lui apparaît risqué, non rentable.

Les producteurs constituent un groupe d'acteurs essentiel du territoire que nous défendons. L'Europe connaît une érosion continue et intense du nombre de ses exploitations agricoles. Confinées dans une économie destructrice, trois exploitations agricoles ferment leur porte chaque jour en Belgique et le phénomène est loin d'être localisé et circonscrit mais se retrouve en Europe et à travers le monde. En France, entre 1990 et 2010, le nombre d'exploitations a ainsi diminué de moitié (Bitoun et Dupont, 2016, p. 26). En Suisse, pays réputé pour la protection et le subventionnement de son agriculture, les chiffres sont similaires, de 111 302 en 1975 à 50 038 en 2019 (OFS, 2020). Les causes sont connues et résident dans une mise en concurrence (et le développement sans fin d'une agriculture mécanisée et faisant usage d'intrants chimiques et minéraux) avec les autres agricultures, fortement différenciées en fonction des terroirs, qui ne peuvent généralement pas rivaliser par leur rendement de production. Ces dernières se retrouvent donc, étant donné leur coût de production plus élevé, incapables de faire face à la concurrence et périssent (Mazoyer & Roudart, 2002), d'autant que le phénomène est accentué par les subsides très inégalitaires de la PAC.

Comme nous l'avons évoqué plus haut et même si des exceptions existent, la capacité de « scalabilité » au sein d'un environnement très compétitif domine la dynamique de cessation d'activité des exploitations. Comme l'évoquent Mazoyer et Roudart (2002), les exploitants les plus défavorisés se sont retrouvés incapables d'investir dans leur agrandissement vers plus de surfaces cultivées. Au mieux, elles ont pu survivre jusqu'à la retraite des exploitants, avant d'être absorbées par d'autres. Il n'est pas étonnant que dans un contexte si compétitif, la souffrance psychique des agriculteurs soit particulièrement importante et aille parfois jusqu'au suicide, comme en témoigne le film biographique « Au nom de la terre » (Edouard Bergeon, 2019). Bitoun et Dupont, sur base de chiffres de 2013, soulignent qu'

« Un agriculteur se suicide en France tous les deux jours. Leur surmortalité est de 20 % par rapport à la population

générale, de 30 à 40 % pour les agriculteurs âgés de 45 à 64 ans par rapport aux hommes du même âge, et de 50 à 60 % pour les éleveurs bovins, sachant que ces chiffres sont sous-évalués car certains de ces suicides sont dissimulés en "accidents" » (Bitoun et Dupont, 2016, p. 220).

De plus, la disqualification économique de certaines exploitations s'est accompagnée d'une disqualification symbolique au sein de la population agricole qui a construit un idéal professionnel du bon agriculteur (Burton, Forney, Stock et Sutherland, 2021) qui mobilise les symboles de l'agriculture productiviste performante, plaçant ceux qui ne peuvent s'y conformer – le paysan, le producteur pas assez mécanisé – dans une figure arriérée et vouée à disparaître, un « parfait bouc émissaire de la modernité » (Bitoun et Dupont, 2016, p. 282)

Parallèlement à ce constat dramatique, les crises environnementales et climatiques, et parfois une dose de naïveté quant aux difficultés du métier, amènent chaque année des personnes non issues du milieu agricole à se lancer dans la production agricole, souvent portés par l'envie d'offrir une alternative au modèle agricole dominant. Toutefois, ces nima⁷ rencontrent de multiples difficultés, comme l'accès à la terre, et peinent à gagner suffisamment leur vie de leur production propre (Hermesse, 2018). Se lançant comme maraîcher sur petite surface ou dans un petit élevage, ils sont de ce fait peu/pas aidés par la PAC vu leur faible surface de production. Les maraîchers sur petite surface recourent généralement à l'achat-revente de fruits et légumes produits par d'autres producteurs pour tenter d'augmenter leurs revenus (Dumont, 2017). Coincés par l'imaginaire des prix de la grande distribution et la volonté de ne pas fournir uniquement des clients aisés (Loodts, 2017), ces producteurs parviennent difficilement à payer correctement leur travail. Les maraîchers se

7 Personne « non issue du milieu agricole » (nima) et qui décide de se lancer dans une activité agricole de culture et ou de transformation (dans certains cas).

retrouvent en compétition avec une agriculture biologique hautement productive et subventionnée dont les coûts de production fixent indirectement les prix de ventes en circuit court. Souvent porteurs d'une envie de changer l'agriculture, les nimaculteurs se retrouvent néanmoins peu ou prou englobés dans un même système ultracompétitif, dont les règles du jeu ne prennent pas en compte leurs contraintes.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les collaborations commerciales entre producteurs peuvent constituer un levier pour une prospérité mutuelle. Mais les agriculteurs ne peuvent être les seuls acteurs de celle-ci. Une réorientation de la PAC avec pour objectif d'assurer un revenu digne pour chacun et la création d'emplois de qualité est nécessaire. Une articulation nous semble donc nécessaire entre une meilleure répartition de l'aide aux agriculteurs en fonction des services écosystémiques et l'emploi qu'ils fournissent à la société. Moyennant certains garde-fous, une part de la PAC pourrait aussi être octroyée en fonction du nombre d'équivalents temps pleins sur une exploitation et non plus uniquement sur des critères comme la surface et la mécanisation, garantissant un revenu minimum juste à chaque producteur. Les questions financières devraient avoir beaucoup moins de poids pour ceux qui expérimentent les chemins de la durabilité. Il ne s'agit pas de pousser un modèle agricole unique mais de favoriser les diversifications et les collaborations de ceux-ci quand c'est possible, accentuant de ce fait une situation déjà existante (Gasselin et al., 2021). De la même manière, un meilleur financement des agricultures alternatives devrait œuvrer pour les rendre plus accessibles sans que cela ne soit au détriment du revenu des producteurs. Sur les marchés, certains producteurs préfèrent diminuer le prix de vente de certains produits afin de rester plus abordables et de ne pas se couper d'une partie de la population. Une PAC plus équilibrée devrait libérer les petits producteurs de ce dilemme.

Un système semencier plus ouvert et participatif

À la ferme du Héron, le choix des semences est en constante négociation. Avec le milieu tout d'abord. Cette variété de légume conviendra-t-elle à ce jardin en cette période de l'année ? Une même variété de courgette se plaira fort bien en extérieur mais ne conviendra pas pour les primeurs sous serre du printemps. Les essais-erreurs sont parfois nombreux pour trouver la variété idéale au sein d'un agroécosystème. Mais les maraîchers de cette ferme négocient également entre eux quant au choix de la variété. Les tomates hybrides font l'objet de débats depuis plusieurs années. Si leurs rendements sauvent la saison pour les uns, le modèle économique derrière ces semences est inacceptable pour les autres. En 2021, le choix a été fait de laisser tomber les hybrides. De la même manière, la ferme se tourne de plus en plus vers des semenciers locaux. S'ils ont déjà envisagé de produire eux-mêmes certaines semences, la charge de travail supplémentaire occasionnée dans une situation économique tendue ne les invite pas à ce changement.

Si la météo a toujours été au cœur des préoccupations des agriculteurs, celle-ci devient de plus en plus prégnante aujourd'hui en raison du changement climatique. Les saisons inhabituelles deviennent la norme ; des printemps trop pluvieux ou trop chauds précèdent des étés caniculaires qui précèdent eux-mêmes des hivers trop chauds et/ou trop humides. Le métier se complexifie. La gestion des ombrages, de l'aération des serres ou de l'irrigation tout comme le choix des variétés cultivées deviennent capitales pour la production. Chez les maraîchers sur petite surface, la recherche de variétés adaptées se fait par essai/erreur. Ceux-ci vont puiser dans les réserves de variétés anciennes, modernes ou hybrides dont dispose l'humanité. La majorité des variétés utilisées en Occident, tant en conventionnel qu'en agriculture biologique, sont des lignées pures et des hybrides⁸, ce qui rend

⁸ Variété lignée pure : « Variété constituée d'individus homozygotes sur tout le génome et ayant le même génotype. Tous les individus sont identiques entre

les semences au sein d'une variété peu diversifiées entre elles. Or, la diversité génétique au sein d'une variété favorise son adaptabilité. Idéalement, ce serait à l'agriculteur de réaliser une sélection massale, c'est-à-dire une sélection au sein de sa culture pour ressemer l'année suivante des semences qu'il estime répondre à ses critères, dont celui d'adaptation au climat de son terroir. Or, seule une minorité tente de sélectionner ses propres semences en raison d'une perte de savoir, ainsi que des difficultés administratives et des conditions financières du métier qui ne permettent pas d'accorder un temps de qualité à cette tâche. Dès lors, nous pouvons dire que les semences sont confinées, au sens figuré, dans leur usage régi par un ensemble de législations, et au sens propre dans d'immenses frigos, les banques de gènes, sortes de coffre-fort ou plutôt de musée de la biodiversité. Comme l'explique Marc Dufumier,

«L'humanité retrouvera-t-elle là, plus tard, des gènes utiles qu'elle a pour réensemencer? Le croire est pure illusion : le jour venu, les écosystèmes destinés à les accueillir auront évolué. Si l'on veut préserver la biodiversité, il faut le faire dans le cadre de son évolution naturelle, la laisser s'adapter au réchauffement climatique et aux climats de plus en plus aléatoires à travers le monde. On ne pourra pas replanter efficacement des semences oubliées, conservées dans des

eux. Une lignée pure peut être obtenue par des autofécondations ou croisements consanguins répétés.» (Fruchaud et al., 2012). Les hybrides F1 constitués par le croisement entre deux «lignées pures» bénéficient d'une plante présentant les caractéristiques spécifiques de chacune des lignées pures. Suivant la loi de Mendel, lors d'un croisement d'hybrides de première génération, les caractéristiques des générations précédentes resurgissent. Elles sont plus hétérogènes. Par conséquent, l'usage des hybrides F1 amène les agriculteurs à racheter chaque année des semences afin de fournir un produit qui «convient» en aval aux entreprises de transformation (Hecquet, Stassart, 2017). Depuis 1974, le Consultatif sur la recherche internationale en agriculture (CGIAR) de la FAO pointe les hybrides F1 comme une cause de l'érosion génétique (Routray, Basha et al., 2007).

frigos, dans les écosystèmes qui auront eux-mêmes, entre-temps, évolué » (Dufumier, 2015, p. 169).

Pour faire face aux changements en cours, les semences doivent être déconfinées pour leur permettre d'exprimer leurs potentiels adaptatifs aux variations climatiques saison après saison. Dès lors, une réflexion salutaire doit être entamée pour revoir le référentiel de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS). Ce référentiel sert de test pour l'inscription obligatoire des semences au sein du « Catalogue » européen. Seules les semences enregistrées sur ce catalogue suivant des conditions spécifiques⁹ disposent d'une autorisation de vente. Ce processus a considérablement limité la diversité génétique des variétés cultivées et a permis la monopolisation de celles-ci par une minorité d'acteurs globalisés (Howard 2009, 2015 et 2021). En effet, « le marché mondial des semences est aujourd'hui dominé par un très faible nombre de multinationales : Bayer (qui a racheté Monsanto), Pioneer, Syngenta et Limagrain contrôlent près de 60 % du marché à elles seules » (Dufumier, 2015, p. 57). Ainsi nous appelons à ouvrir un débat public sur la notion de référentiel, sur les éléments de référentiels qui qualifient une « bonne » semence. Ce afin de reconnaître l'existence de semences et de systèmes semenciers plus informels présentant plus de potentiel adaptatif au changement climatique au sein des territoires, c'est-à-dire

9 Selon les articles 6 à 10 de l'Arrêté du 24 avril 2014 du Gouvernement wallon relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière (M.B. 01.07.2014), en plus d'être nouvelle, une variété doit être distincte des variétés déjà inscrites dans l'Union européenne, homogène entre les individus de la variété et stable dans le temps. Ce sont les conditions DHS (distinction, homogénéité, stabilité). En grandes cultures, la variété subit également des épreuves : examen de valeur culturale et d'utilisation (VCU) ou de valeur agronomique, technologique et environnementale (VATE) pour démontrer une amélioration agronomique (meilleure tolérance au froid, aux maladies...) et/ou technologique (meilleure aptitude à la panification...), et intégrer des critères environnementaux (adaptation aux conditions de milieu et aux itinéraires techniques limitants comme les fongicides, l'azote ou l'eau,...).

une biodiversité cultivée comme la nomment les acteurs de terrain. Nous pensons notamment aux variétés issues de sélection massale, aux semences dites paysannes, aux semences à pollinisation ouverte comme les nomment encore d'autres. Aujourd'hui, ce sont principalement des associations et des artisans semenciers agissant aux limites ou hors de la légalité qui tentent de préserver la grande diversité de ce type de semences (Hecquet, 2019).

Ce besoin de changement de paradigme n'est de loin pas limité au maraîchage et concerne tout autant la production céréalière. Au cœur de ce déconfinement, c'est bien la relation de domestication que nous sommes invités à revisiter. Comme l'explique Anna Tsing,

« La domestication est ordinairement comprise comme un contrôle humain sur les espèces. Que de telles relations puissent également changer les humains est généralement ignoré. De plus, la domestication tend à être imaginée comme une ligne dure : Vous êtes soit du côté humain ou vous êtes en dehors dans le sauvage. Comme cette dichotomie provient d'un engagement idéologique envers la maîtrise humaine, elle supporte les plus outrageantes fantaisies de contrôle domestique, d'un côté, et des espèces sauvages autonomes, de l'autre. À travers de telles fantaisies, les espèces domestiques sont condamnées à vie à l'emprisonnement et à la standardisation génétique, alors que les espèces sauvages sont « préservées » dans des banques génétiques pendant que leurs paysages multiespèces sont détruits. Cependant, malgré ces efforts extrêmes, la plupart des espèces des deux côtés de la ligne – y compris les humains – vivent dans des relations complexes de dépendance et d'interdépendance. Une attention à cette diversité peut être le commencement d'une appréciation de l'existence d'espèces interspécifiques » (Tsing, 2012, p. 144).

C'est donc bien une invitation à passer d'une domestication équivalente à une domestication apprivoisement ou coévolution qui reconnaît et intègre une relation où le prendre soin du non-humain transforme la propre relation de l'humain à lui-même (Zask, 2016). Ainsi, déconfiner les semences, c'est repenser nos relations au milieu et à la domestication agricole pour passer de l'appropriation du vivant à la relation au sein d'écosystèmes dont l'humain est un élément ; c'est passer de la « nature » comme objet à sujet du droit et de droits (Hecquet, Stassart et Klaedtke, 2020). Ce changement de paradigme se traduit par une utilisation libre, large et multiple de toute la diversité des variétés qui existent, sans limitations dues aux conditions de propriété intellectuelle et d'enregistrement et certification pour leur commercialisation¹⁰ (voir notamment Masini et Scaffidi, 2007). Un système reste à inventer qui combinerait une récupération du secteur semencier par les utilisateurs eux-mêmes en vue d'une meilleure adaptation aux agroécosystèmes locaux tout en favorisant une circulation plus ample des ressources génétiques diverses issues de nos multiples domestications afin de multiplier nos chances de faire face aux changements climatiques à venir sans pour autant permettre tout et n'importe quoi.

La biodiversité et le vivant

Stéphane, producteur bio sur plus d'une centaine d'hectares a planté une haie qui s'étend sur plusieurs centaines de mètres le long d'un champ dédié cette année aux pommes de terre. À la ferme du Héron, des bandes fleuries ont été plantées le long des serres pour attirer les pollinisateurs. À proximité des arbres

¹⁰ Toutefois, en cas de commercialisation, il reste essentiel d'établir une fourchette de caractérisation permettant aux personnes d'identifier ce qui est attendu. C'est notamment toute la discussion des actes délégués concernant l'application de l'article 13 du nouveau règlement de l'agriculture biologique (Règlement 2018/848) autorisant en agriculture biologique une catégorie dénommée « matériel hétérogène » (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:32018R0848>).

fruitiers, une butte permanente a été conçue à l'aide des plantes attirant les prédateurs des insectes nuisibles aux fruits. Si Stéphane ne peut se passer de labour, la vie du sol a pris de l'importance à ses yeux. Dans sa parcelle maraîchère, les serres sont débâchées chaque année afin de ne pas trop artificialiser le sol. À la ferme du Héron, les maraîchers tentent un travail minimal du sol afin de préserver la vie de celui-ci. Malgré des divergences dans les pratiques, ces deux modes de production ont intégré l'importance de l'agriculture pour les vivants mais également celle des processus du vivant dont dépend l'agriculture.

Souvent occultée dans les médias, l'érosion de la biodiversité, au-delà des semences vivrières, a pourtant des effets qui se marquent déjà très concrètement et dont les conséquences sont tout autant dramatiques pour les humains que pour les autres êtres vivants. Les chiffres sont impressionnants. Pour l'IPBES, 1 million d'espèces sont menacées (IPBES, 2019) tandis que le dernier rapport du WWF indique une perte de 70 % des effectifs des différentes espèces de vertébrés depuis 1970 et 10 % rien que sur les 10 dernières années (WWF, 2020). La biodiversité connaît une véritable hémorragie qui concerne quasi tous les domaines du vivant. Si cette hémorragie nous semble parfois lointaine à travers ses ambassadeurs les plus symboliques comme l'orang-outan qui laisseraient à penser que ce problème ne concerne pas l'Europe, nos forêts et nos campagnes se vident pourtant dramatiquement. Ainsi, approximativement 40 % des espèces d'insectes sont menacés d'extinction et une des principales causes du déclin est la disparition des habitats, en lien avec l'agriculture intensive (Sánchez-Bayo et Wyckhuys, 2019). Par ailleurs, 65 % des oiseaux communs des milieux agricoles en Wallonie subissent une nette diminution d'effectifs depuis 30 ans (Natagora, 2018). Dans les campagnes françaises, c'est une perte de 30 % des effectifs en seulement 15 ans qui est observée pour les oiseaux spécialistes des milieux agricoles comme l'alouette des champs, la fauvette grisette ou le bruant ortolan (CNRS et MNHN, 2018). En Suisse, les espèces typiques des zones agricoles subissent toujours de fortes pressions et les mesures de promotion de la biodiversité

liées à la politique agricole n'ont même pas permis de ralentir leur régression (Schmid et al, 2018). Si nous ne le remarquons pas, c'est à cause du shifting baseline syndrome comme le nomment les écologues. « Nos paysages nouvellement formés et ruinés deviennent la nouvelle réalité » (Gan et al., 2017, p. G6). L'impact des réformes agraires comme le remembrement, de la mécanisation et des grandes monocultures n'est plus à démontrer. Nos paysages ouverts de grandes monocultures constituent des fléaux pour la biodiversité sans même prendre en compte l'impact de l'usage des pesticides (Tscharrntke et al., 2007).

Au côté des impacts des pratiques de l'agriculture intensive, la biodiversité perd des espaces tous les jours par l'urbanisation et l'implantation d'infrastructures bétonnées. Selon l'IPBES, 75 % des terres émergées sont impactées négativement par les activités humaines, en grande partie en raison d'activités agricoles industrielles comme l'élevage (IPBES, 2019). Pour soutenir nos régimes alimentaires carnés si nocifs pour notre santé (EAT-Lancet commission, 2019), la forêt amazonienne se rétrécit encore et encore au profit d'immenses plantations de soja. Ainsi la faune et la flore sont retranchées dans des espaces conçus pour elles telles les réserves, ou délaissés tels les tiers paysages (Clément, 2004). Dès lors, nous pouvons dire que la biodiversité est confinée dans des espaces de plus en plus réduits.

Il est grand temps de laisser la biodiversité sortir de son confinement, des niches où elle survit car celles-ci s'amenuisent et leur disparition menace notre propre survie. Comme l'explique l'anthropologue Anna Tsing, durant l'holocène, ère géologique commencée il y a 12 000 ans, marquée par un climat plus chaud et l'expansion de l'humanité à travers « de nouveaux modes de vie impliquant des cultures et des animaux domestiques (Tsing, 2017a, p. 54), les humains ont toujours géré une coexistence » avec une large variété d'autres êtres vivants (Tsing, 2017a, p. 54). Les modes de culture étaient marqués par la possibilité de « résurgence » de la biodiversité de niches, véritables réservoirs, dans laquelle celle-ci était conservée. Au cœur de l'anthropocène par contre, cette période où l'homme est devenu lui-même une

force géologique, les niches elles-mêmes sont attaquées ou laissées sans possibilité de jouer leur rôle de réservoir permettant un essaimage et une réactivation de la biodiversité. L'échec – du moins partiel – des mesures de promotion de la biodiversité intégrées aux politiques actuelles illustre bien cette impossibilité de restreindre la biodiversité à des parcelles dédiées, sans impliquer une réorientation fondamentale de l'ensemble du système alimentaire. Les espaces protégés ne se suffisent pas à eux-mêmes et sont interconnectés avec leur environnement. La mise à mal du vivant est donc globale. En Allemagne, entre 1990 et 2017, des zones protégées ont vu leur population d'insectes volants diminuer de 76 % (Hallmann et al., 2017). Selon une étude australienne sur la biodiversité, les zones préservées ne protégeraient réellement de toutes les menaces que 3 % des espèces (Kearney, 2018). La mise en réserve de la biodiversité, nos fameuses « réserves naturelles », ne peut plus tenir. Comme le rappelle Baptiste Morizot,

« la logique de la réserve naturelle dualiste a une histoire commune avec celle de la réserve indienne. Appliquée à la faune sauvage ou aux peuples autochtones amérindiens, elle consiste en une logique d'appropriation de la terre pour de nouveaux usages dits « productifs », d'expropriation de l'altérité vers des petits espaces qui lui sont consacrés. C'est une logique de parçage et de cantonnement de l'altérité, qui auparavant habitait partout, désormais "sanctuarisée" dans des espaces d'exception (en fait, des ghettos) » (Morizot, 2020, p. 156 ; mobilisant Kantor, 2007).

Il nous faut dépasser le débat entre *land sharing* et *land sparing* comme deux pôles opposés pour les combiner en d'une part des zones de réensauvagement, de « libre évolution », l'équivalent non dualiste de nos réserves, comme les nomme Morizot, et des zones de repaysannisation, deux projets complémentaires selon Morizot pour « raviver les braises du vivant » (Morizot, 2020).

Les alternatives actuelles, à l'instar de « L'Oignon fait la force », tentent souvent de reconstruire un nouveau lien entre biodiversité et agriculture. Toutefois, leur rôle ne peut être que limité en raison de leur petit nombre et petite taille. Elles ne peuvent pas compenser les impacts des systèmes dominants. Il nous faut donc trouver les moyens de faire ressortir la biodiversité de ses niches, de réactiver cette fonction de réservoir et d'assurer une présence continue de la biodiversité dans les espaces anthropisés. Dans ce cadre, nous en appelons à réorienter tant les pratiques agricoles que l'urbanisation afin de permettre un nouvel épanouissement de la biodiversité à travers l'usage de techniques moins agressives pour les sols, l'eau, la faune et la flore, d'une réorientation agroécologique de nos systèmes de production, et d'une cohabitation plus harmonieuse avec la biodiversité, y compris par la biodiversité cultivée. Redessiner des paysages moins ouverts et monotones en intégrant davantage de haies, de mares ou de bosquets susciterait la « résurgence » de la biodiversité, ou plus poétiquement ce que l'anthropologue Déborah Rose nomme le « chatoiement de la vie » (Rose, 2017). D'autant que, comme mentionné plus haut, la perte de la biodiversité impacte directement l'agriculture comme la disparition des insectes qui occasionnerait une perte financière située entre 235 à 677 milliards de dollars US par an (IPBES, 2019). Malgré les recettes chimiques et mécaniques de la scalabilité, même l'agriculture conventionnelle dépend grandement de la biodiversité.

Déployer l'agroécologie, dont le fonctionnement repose sur un renforcement de la biodiversité, tant cultivée qu'environnante, permettra donc une meilleure résilience tant des systèmes alimentaires que des milieux environnants.

Conclusion et perspectives

Avoir accompagné la coopérative « L'oignon fait la force » durant le confinement et le début du déconfinement nous a

permis de suivre les évolutions des choix alimentaires des consommateurs, matérialisant une importante recrudescence de la vente en circuit court durant cette crise. Mais surtout, une leçon de la crise de la Covid-19 est la capacité, parfois sous la contrainte, de nombreux citoyens à répondre favorablement à une demande de changements de comportement (gestes « barrière », masques, confinement...) si les enjeux sont expliqués et compris. Il est intéressant de noter que les changements en termes d'approvisionnements alimentaires ne sont pas issus de contraintes extérieures (juridique, d'injection politique et médiatique), mais bien le fruit du développement de stratégies individuelles, et dans certains cas de réseaux d'entraide, rendues possibles par la réorganisation du temps de travail.

Si la pandémie a été un révélateur d'exacerbation, d'inégalités et de fragilités déjà présentes, l'après-Covid-19 impose de réfléchir la conjonction des crises de l'effondrement de la biodiversité, du pic pétrolier ou encore du changement climatique pour mettre en place des mesures urgentes afin d'augmenter la résilience des systèmes alimentaires en Europe. Durant le confinement du printemps 2020, les gouvernements ont pris des mesures drastiques face à un danger important et immédiat. Faudra-t-il un évènement dramatique pour leur faire comprendre les multiples fragilités de nos systèmes alimentaires et l'urgence de les réorienter vers plus de résilience ? Si la stratégie européenne « De la ferme à la table » va dans la bonne direction, nous pensons qu'il est nécessaire d'avancer beaucoup moins timidement vers une politique européenne et nationale de résilience des systèmes alimentaires.

Pour aller dans cette direction, nous avons proposé de redessiner nos territoires alimentaires en mettant en avant quatre composantes oubliées ou niées pourtant capitales pour accroître notre résilience. Nous avons défendu un foisonnement de chaînes d'approvisionnement liant les terres agricoles aux populations qui s'en nourrissent. Nous avons insisté pour que ce foisonnement soit porté par une multitude de producteurs vivant dignement

d'agricultures différenciées. En troisième lieu, nous avons appelé à une vaste réforme du système semencier axée tant sur la réappropriation de la sélection des semences par les producteurs que sur une plus grande liberté de circulation des semences. Enfin, nous avons souligné la nécessité de remettre la biodiversité et le vivant au cœur de nos territoires.

Ces quatre composantes portent en elles le même principe : il s'agit de recréer de la diversité tant dans le vivant que dans nos manières de produire et de distribuer notre alimentation. Pour aller dans cette voie, un triptyque liant politiques, citoyens et producteurs sera plus que nécessaire. Les citoyens ont montré pendant la pandémie leur capacité à changer leurs habitudes pour faire face à une menace. Beaucoup d'initiatives nouvelles en agriculture s'appuient aujourd'hui sur un financement alternatif par les citoyens (part dans les coopératives, crowdfunding...) et ceux-ci sont généralement au rendez-vous. Si c'est aux acteurs politiques de prendre la mesure du chantier qui nous attend et de donner une direction, les producteurs sont centraux dans la construction de systèmes alimentaires plus résilients. Mais toute politique nouvelle en la matière devra se garder d'opérer une coupe trop radicale entre bonnes et mauvaises pratiques comme elle a eu lieu par le passé. Comme le rappellent Burton, Forney, Stock et Sutherland,

« Il ne fait aucun doute que l'agriculture a eu besoin d'être modernisée à travers les siècles pour rencontrer la demande d'une production et d'une sécurité alimentaires renforcées. Cependant, cela a souvent été fait en traçant une simple dichotomie entre les "bons agriculteurs" et les "mauvais agriculteurs" où les "mauvais agriculteurs" étaient généralement ceux agissant selon des pratiques coutumières ou sous des contraintes que les porteurs de changements ne comprenaient pas. Cela a résulté dans la perte d'une large gamme de pratiques agricoles qui pourraient être considérées aujourd'hui comme de "bonnes pratiques" (...) et

sert d'avertissement à la fois contre la tentative de définir un unique "bon agriculteur" et d'utiliser le concept de "mauvais agriculteur" pour faire avancer nos propres agendas»¹¹ (Burton, Forney, Stock et Sutherland, 2021, pp. 172-173).

Il ne s'agit donc pas d'opposer les modèles ou de définir le meilleur. Toutefois, certains sont incompatibles entre eux. La ferme de Stéphane, producteur bio sur plus de 100 hectares et la ferme du Héron travaillent selon des méthodes et des échelles totalement différentes. Cela ne les empêche pas de collaborer en participant à la même coopérative. Ces modèles agricoles cohabitent, collaborent et se diversifient déjà malgré une longue tentative d'homogénéisation par les politiques publiques (Gasselin et al. 2021). Il nous semble donc plus que temps d'accompagner ce mouvement plutôt que de le contenir. Si les questions du foncier, d'une généralisation du « zéro pesticide » et d'une agriculture sans pétrole devront sans nul doute être mises en débat, le cœur d'une politique de résilience aujourd'hui devrait être articulé autour d'une démultiplication des modèles agricoles en leur assurant une viabilité économique qui ne repose plus uniquement sur les critères de l'agriculture « moderne » mais inclut la prise en compte du vivant, la création d'emplois, l'insertion dans le tissu social.

Il s'agit surtout de déconstruire nos imaginaires sur ce que doit être la production agricole. Comme le rappelle Hugh Campbell, les deux caractéristiques des fermes « modernistes qui sont venues remplacer de manière croissante les anciens systèmes d'agriculture paysanne au cours du xx^e siècle »¹² sont d'avoir une ontologie

¹¹ Original en anglais, notre propre traduction.

¹² Campbell construit sa théorie à partir d'une comparaison en contexte néozélandais entre l'agriculture des colons anglais et l'agriculture des Māoris. Malgré des contextes différents, nous pensons que les ontologies qu'il attribue aux fermes « modernistes » néo-zélandaises, tournant le dos aux systèmes paysans plus anciens, ne sont pas étrangères aux évolutions des exploitations agricoles européennes dans le système « conventionnel ».

qui se caractérise par un « intérieur semblable à une machine » (*machine-like interior*) et une « ontologie des limites, délimitée » (*bounded ontology*).

« Semblable à une machine », premièrement, parce que ces systèmes fermiers reposent sur

« des causalités mécaniques et naturalistes, un jeu de relations progressivement plus simplifié et écologiquement moins complexe, reposant de manière croissante sur des intrants externes, et une rationalité simplifiée dirigée uniquement vers la production de nourriture et de fibres plutôt que vers un large jeu de buts sociaux, écologiques et économiques. Elles avancent dans des chemins prédictibles, vers des buts connaissables et sont, dans leurs divers éléments, ouvertes à l'élaboration scientifique » (Campbell, 2020, p. 87).

Ce faisant, les fermes sont construites sur la négation de la complexité des relations avec le monde vivant, humain et non humain, sur laquelle elles reposent. Deuxièmement, « l'ontologie des limites » insiste sur l'importance des frontières au sein des fermes modernistes, la distinction entre l'intérieur et l'extérieur se retrouve tant dans les pratiques sociales, commerciales ou écologiques. Si socialement, cette « ontologie des limites » désigne la prégnance des liens familiaux au sein des exploitations agricoles, elle a conduit commercialement à la création d'une ligne de démarcation aux portes de la ferme diminuant de ce fait la connexion avec « les destinations des produits, les marchés et les consommateurs » (Campbell, 2020, p. 179). Tandis qu'écologiquement, cette ontologie a conduit à la création d'écosystèmes, aux variétés sélectionnées et productives évoluant dans un milieu libéré de ses nuisibles, pensé comme séparés du monde extérieur ce qui était « partiellement fictif, puisque en réalité les processus écologiques traversent les frontières des fermes » (Campbell, 2020, p. 179).

À l'heure du déconfinement, de la remise en lien, il convient de prendre conscience des connexions de nos fermes avec humains et non-humains et de les rendre visibles. Il s'agit de déverrouiller un mode de développement à sens unique.

Pour opérer les changements à venir, la confiance sera de mise, en particulier la confiance envers nos producteurs. Nous partageons le constat fait par Burton, Forney, Stock et Sutherland dans le cadre de leurs travaux auprès d'agriculteurs en Grande-Bretagne, en Suisse et aux USA :

Si nos études nous ont appris quelque chose, c'est que les agriculteurs cherchent à être innovants – à expérimenter de nouvelles approches, à être meilleurs et différents, à profiter du succès, à surmonter les défaites, mais par-dessus tout, à faire tout cela dans une communauté où leur travail est compris et estimé (Burton, Forney, Stock et Sutherland, 2021)

Le dynamisme souligné n'est d'ailleurs pas sans rappeler le constat d'Henri Mendras sur la paysannerie qui soulignait l'aisance des paysans à changer de pratiques culturelles à condition que « la cohérence du nouveau système soit rapidement établie, visible et compréhensible » (Mendras, 1992, p. 363).

Un cadre clair doté d'une direction claire et d'un financement conséquent devraient permettre une évolution vers plus de résilience de nos systèmes alimentaires sans qu'il ne soit question d'une disqualification violente de certains modes de production mais en accompagnant l'innovation et le changement qui sont au cœur de la profession.

Une politique visant à une résilience de nos systèmes alimentaires devra également permettre de sortir l'accès à une alimentation saine d'une question de simple choix individuel.

La question de la précarité alimentaire doit être abordée car on ne peut imaginer qu'une réorientation de nos systèmes

alimentaires vers plus de résilience ne soit pas aussi inclusive. Si une partie de la solution réside dans le financement juste via des subsides aux producteurs (leur permettant d'être plus accessibles), les questions alimentaires nous imposent également de prendre en compte les inégalités criantes de nos sociétés exacerbées durant cette crise. Enfin, la reconfiguration de nos chaînes d'approvisionnement devra se construire également en comprenant les dégâts que causent nos agricultures hyper-productives sur les pays du Sud. Nos territoires alimentaires européens doivent aussi être redessinés à la lumière de cette injustice.

FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (en anglais Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services)
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAC	Politique agricole commune
PAM	Programme alimentaire mondial
UE	Union européenne
WWF	Fonds mondial pour la nature (en anglais World Wide Fund for Nature)

Bibliographie

- 7 sur 7, 2020. «Le prix des pommes de terre s'effondre complètement : 100 kilos = 1 euro», disponible en ligne à l'adresse <https://www.7sur7.be/belgique/le-prix-des-pommes-de-terre-s-effondre-completement-100-kilos-1-euro-a6b1808e/?referrer=https://www.google.com/>, consulté le 28/07/2020.

- Auzanneau, M., « Pic pétrolier probable d'ici 2025, selon l'Agence internationale de l'énergie », *Le Monde*, 2019.
- Bailey, R., Wellesley, L., Chokeypoints and Vulnerabilities in Global Food Trade, Chatham House, 2017, disponible en ligne à l'adresse <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/research/2017-06-27-chokeypoints-vulnerabilities-global-food-trade-bailey-wellesley-final.pdf>, consulté le 28/07/2020.
- Belpotato, La pomme de terre belge impactée par le coronavirus, 2020, disponible en ligne à l'adresse <https://belpotato.be/fr/communiques-de-presse/la-pomme-de-terre-belge-impactee-par-le-corona-virus-6/>, consulté le 28/07/2020.
- Biowallonie, L'impact du Covid-19 sur le secteur bio wallon, Biowallonie, 2020, disponible en ligne à l'adresse https://mk0biowalloniejo431r.kinstacdn.com/wp-content/uploads/2020/05/EtudeCovid19-SecteurBioWallon_Biowallonie.pdf
- Bitoun, P., Dupont, Y., *Le sacrifice des paysans. Une catastrophe sociale et anthropologique*, L'Échappée, Paris, 2016.
- Bol, D., Giani, M., Blais, A., Loewe, P.J., « The effect of Covid-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy? », *European Journal of Political Research*, working paper, disponible en ligne à l'adresse <https://osf.io/preprints/socarxiv/7hpj9>
- Bonneuil, C., et Fenzi, M., « Des ressources génétiques à la biodiversité cultivée, Abstract, Resumen », *Revue d'anthropologie des connaissances* 5, n° 2, (23 septembre 2011), pp. 206-33.
- Burton, R., Forney, J., Stock, P., Sutherland, L.-A., *The good farmer. Culture and Identity in Food and agriculture*, London, Routledge, 2021.
- Campbell H., 2020, *Farming Inside Invisible Worlds. Modernist Agriculture and its Consequences*, London, Bloomsbury Academic.
- Clément, G., *Manifeste du Tiers Paysage*, éditions Sujet/Objet, 2004.
- CNRS et MNHM, Le printemps 2018 s'annonce silencieux dans les campagnes françaises [WWW Document], CNRS, 2018, URL <http://www.cnrs.fr/fr/le-printemps-2018-sannonce-silencieux-dans-les-campagnes-francaises> (accessed 10.1.20).
- Dufumier, M., *50 idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation*, Marabout, 2015.
- Dumont, A., Analyse systémique des conditions de travail et d'emploi dans la production de légumes pour le marché du frais en Région wallonne (Belgique), dans une perspective de transition agroécologique, UCLouvain, 2017.
- EAT-Lancet Commission, Food in the Anthropocene: the EAT-Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems, 2019, pp. 393, 447-492.

- EEA, Climate change adaptation in the agriculture sector in Europe, European Environment Agency, 2019, disponible en ligne à l'adresse <https://www.eea.europa.eu/publications/cc-adaptation-agriculture>, consulté le 27/07/2020.
- Filagri, Le secteur ovins-caprins [WWW Document]. Filagri, 2020, disponible en ligne à l'adresse <https://filagri.be/ovins-caprins/le-secteur-ovins-caprins/> consulté le 01/10/2020.
- Fraser, E. D., Mabee, W., Figge, F., «A framework for assessing the vulnerability of food systems to future shocks», *Futures*, 37 (6), 2005, pp. 465-479.
- Fraser, E., «Coronavirus: The perils of our "just enough, just in time" food system», *The conversation*, 2020, disponible en ligne à l'adresse <https://theconversation.com/coronavirus-the-perils-of-our-just-enough-just-in-time-food-system-133724>, consulté le 28/07/2020.
- FWH, HORTICULTURE comestible. PLAN de développement stratégique 2018-2028. FWH, 2018, disponible en ligne à l'adresse: https://filagri.be/wp-content/uploads/sites/2/2019/10/CdP_planStrategique_HorticComestible_12112018.pdf, consulté le 01/10/2020.
- Gallien, M., Chazoule, C. et Fleury, P., «Ce que la résilience des systèmes alimentaires révèle des dynamiques de protection de l'eau en agriculture», *Temporalités* [En ligne], 2019, 28 | 2018, mis en ligne le 3 avril 2019, consulté le 2 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/temporalites/5155>.
- Gan, E., Tsing, A., Swanson, H., Bubandt, N., "Introduction: Haunted Landscapes of the Anthropocene", in: Gan, E., Tsing, A., Swanson, H., Bubandt, N. (éd.), *Arts of Living on a Damaged Planet*, University of Minnesota Press, 2017, pp. G1-G14.
- Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S. et Sautier, D., «Introduction générale Questions, enjeux et cadre d'analyse», in: Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S. et Sautier, D. (éd.), *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Un nouveau paradigme du développement territorial ?*, Paris, Quae, 2021.
- Hallmann, C. A., Sorg, M., Jongejans, E., Siepel, H., Hofland, N., Schwan, H., et al., «More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas. PLoS ONE 12(10); 2017, disponible en ligne à l'adresse <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0185809>
- HBS (Heinrich-Böll-Stiftung France), Atlas de la PAC, Chiffres et enjeux de la politique agricole commune, 2019.
- Hecquet, C., «Construction d'une demande de justice écologique. Le cas des semences non industrielles», Université de Liège, 2019.
- Hecquet, C., Stassart, P., Klaedtke, S., Des pratiques de la sélection variétale à la justice écologique, in: Chable, V., Chapel, G. (éd.), *La graine de mon assiette*, Rennes, 2020.

- Hermesse, J., *Des maraîchers dans la ville. Dix parcours d'installation de maraîchers en Région bruxelloise*, Presses universitaires de Louvain, 2018.
- Hodobod J., Eakin H., « Adapting a social-ecological resilience framework for food systems », *Journal of Environmental Studies and Sciences*, (5), 2015, pp. 474-484.
- Howard, P.H. « Visualizing Consolidation in the Global Seed Industry: 1996-2008 ». *Sustainability* 1, n° 4 (8 décembre 2009), 1266-87.
- Howard, P.H., Intellectual Property and Consolidation in the Seed Industry. *Crop Science* 55(6), 2015, pp. 2489-2495.
- Howard, P.H., *Concentration and Power in the Food System: Who Controls What We Eat?*, London, Bloomsbury Academic, 2021.
- IPBES, Communiqué de presse: Le dangereux déclin de la nature: Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère, 2019, disponible en ligne à l'adresse <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>, consulté le 28/07/2020.
- IPBES, Global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. IPBES secretariat, Bonn, 2019b.
- IPES-FOOD, Le Covid-19 et la crise dans les systèmes alimentaires: Symptômes, causes et solutions potentielles. Communiqué d'IPES-Food, avril 2020, disponible en ligne à l'adresse: http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/COVID19%20COMMUNICATION_FR.pdf, consulté le 28/07/2020.
- Kantor, I., « Ethnic Cleansing and America's Creation of National Parks », *Public Land and Resources Law Review*, vol. 28, 2007, pp. 41-64.
- Kearney S. et al., « Estimating the benefit of well-managed protected areas for threatened species conservation », *Oryx*, 2018.
- La libre Belgique, « En raison de la crise, de plus en plus de personnes font appel aux banques alimentaires pour se nourrir », Belga, publié le 17 février 2021 à 10 h 11, 2021, disponible en ligne à l'adresse <https://www.lalibre.be/belgique/societe/en-raison-de-la-crise-de-plus-en-plus-de-personnes-font-appel-aux-banques-alimentaires-pour-se-nourrir-602cdc919978e2610aacf255>, consulté le 20/02/2021.
- Larrère, C., Larrère, R., *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 2015.
- Latour, B., *Face à Gaïa*, Paris, La découverte (édition numérique), 2015.
- Lévy, J., Lussault, M., *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Berlin, Paris, 2013, p. 1044.
- Loodts, N., « Tout le monde ne veut pas être maraîcher! Ethnographie d'une coopérative maraîchère agroécologique en Wallonie », (mémoire de master en anthropologie), UCLouvain, 2017.
- Masini, S., Scaffidi, C., *Sementi e diritti. Grammatiche di libertà*, Bra, Slow Food Editore, 2007.

- Mazoyer, M., Roudart, L., *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Points, Paris, 2002.
- Mendras, H., *La fin des paysans*, Actes Sud, Arles, 1992.
- Morizot, B., *Raviver les braises du vivant*, Arles, Actes Sud, 2020.
- Natagora, 2018, Natagora publie les chiffres du déclin des oiseaux wallons, disponible en ligne à l'adresse : <https://mailchi.mp/natagora/natagora-publie-les-chiffres-du-dclin-des-oiseaux-wallons-ep>, consulté le 28/07/2020.
- Nowegian Ministry of Agriculture and Food, 2020, « Svalbard Global Seed Vault », disponible en ligne à l'adresse <https://www.regjeringen.no/en/topics/food-fisheries-and-agriculture/svalbard-global-seed-vault/id462220/>, consulté le 28/07/2020.
- OFS (Office fédéral de la statistique), Agriculture et alimentation. Statistique de poche 2020, 2020, disponible en ligne à l'adresse <https://shop.landwirtschaft.ch/wp-content/uploads/2020/07/872-2000.pdf>, consulté le 7 avril 2021.
- Rose, D., Shimmer, "When all your love is being trashed", in: Gan, E., Tsing, A., Swanson, H., Bubandt, N. (éd.), *Arts of Living on a Damaged Planet*, University of Minnesota Press, 2017, pp. G51-G63.
- RTBF, Coronavirus: le surplus de pommes de terre pousse un agriculteur à en faire don aux associations, 2020, 27/04/2020, disponible en ligne à l'adresse https://www.rtf.be/info/societe/detail_coronavirus-le-surplus-de-pommes-de-terre-pousse-un-agriculteur-a-en-faire-don-aux-associations?id=10490514, consulté le 28/07/2020.
- Sánchez-Bayo, F., Wyckhuys, K., « Worldwide decline of the entomofauna: A review of its drivers », *Biological Conservation* 232, 2019, pp. 8-27.
- Schmid, H., Kestenholz, M., Knaus, P., Rey, L., Sattler, T., *État de l'avifaune en Suisse*: Édition spéciale liée à l'atlas des oiseaux nicheurs 2013-2016, Station ornithologique suisse, Sempach, 2018.
- Scenagri, État des lieux et scénarios à horizon 2050 de la filière des céréales en Région wallonne, 2020, disponible en ligne à l'adresse : https://scenagri.be/wp-content/uploads/2020/02/UCLouvain_Filiere_Cereales_Rapport_v200130.pdf, consulté le 1/10/2020.
- Seibold, S., Gossner, M., Simons, N., Blüthgen, N., Müller, J., Ambarlı, D., Ammer, C., Bauhus, J., Fischer, M., Habel, J., Linsenmair, K., Nauss, T., Penone, C., Prati, D., Schall, P., Schulze, E.-D., Vogt, J., Wöllauer, S., Weisser, W., « Arthropod decline in grasslands and forests is associated with landscape-level drivers », *Nature*, n° 574, 2019.
- Simms, A., « Nine meals from anarchy », 2010, *The Guardian*, disponible en ligne à l'adresse <https://www.theguardian.com/commentisfree/2010/jan/11/nine-meals-anarchy-sustainable-system>, consulté le 28/07/2020.

- Swinburn, B. et al., « The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission report », 2019, The Lancet, disponible en ligne à l'adresse [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)32822-8](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(18)32822-8)
- Tendall, D.M., Joerin, J., Kopainsky, B., Edwards, P., Shreck, A., Le, Q.B., Kruetli, P., Grant, M., Six, J., « Food system resilience: Defining the concept », *Global Food Security*, 6, 2015, pp. 17-23.
- Tscharntke, T., Tylianakis, J., Wade, M., Wratten, S., Bengtsson, J., Kleijn, D., « Insect Conservation in Agricultural Landscapes », in: Stewart, A., New, T., Lewis, O. (éd.), *Insect Conservation Biology*, Proceedings of the Royal Entomological Society's 23rd Symposium. Cabi, Wallingford, 2007.
- Tsing, A., « A threat to Holocene Resurgence Is a Threat to Livability », in: Brightman, M., Lewis, J. (éd.), *The Anthropology of Sustainability*, Palgrave Studies in Anthropology of Sustainability. Palgrave Macmillan, 2017a, pp. 51-65.
- Tsing, A., 2017b, *Le champignon de la fin du monde*, La découverte, Paris, 2017b.
- Tsing, A., « Unruly Edges: Mushrooms as Companion Species », *Environmental Humanities* 1, 2012, pp. 141-154.
- UE, communication de la commission au Parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions. Une stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement, 2020, disponible en ligne à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1590404602495&uri=CELEX%3A52020DC0381>, consulté le 2 avril 2021.
- Urruty, N., Tailliez-Lefebvre, D., Huyghe, C., « Stability, robustness, vulnerability and resilience of agricultural systems. A review », *Agronomy for Sustainable Development*, 36 (1), 2016, p. 15.
- Zask, J., *La démocratie aux champs. Du jardin d'Éden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, 2016.
- WWF, "Living Planet Report – 2020: Bending the curve of biodiversity loss", WWF, Gland, 2020.